

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN 1996



Harry Salomon, division synthèses économiques • IHSI

Ralentissement de l'activité économique

Après la croissance de 4.4% de 1995 le Produit Intérieur Brut (PIB) a subi une décélération de 1,6 point en 1996¹. Selon les estimations préliminaires le taux de croissance du PIB, en volume, est de 2.8%. Cet accroissement est dû surtout à la bonne performance (+17.2%) réalisée par la branche Bâtiments et Travaux Publics (BTP). Des branches telles que l'agriculture, les services non marchands et le commerce ont plutôt gardé un profil bas.

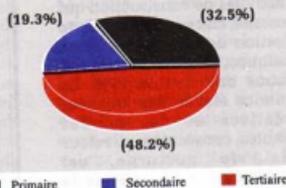
Le ralentissement de l'activité économique se traduit également par un recul prononcé du rythme de croissance réelle de l'offre et de la demande globale: 0.3% en 1996 contre 27% en 1995. Ce retournement de tendance s'explique autant par la régression des importations que par la quasi-stagnation de la demande interne.

La reprise est d'abord BTP

Depuis la levée des sanctions économiques et commerciales et la reprise de la coopération internationale (début de 1995) on constate un certain rebond d'activités au niveau des différents secteurs de l'économie. La création de conditions favorables jointes à l'appui financier de la communauté internationale ont permis, dès le premier trimestre de l'année 1995, l'exécution d'un programme d'urgence qui apportait une sorte d'impulsion aux agents économiques. Le dynamisme dont a fait montre le secteur BTP constitue le point marquant du mouvement économique des deux dernières années: taux Global de croissance 49%. Le BTP représente en 1996 plus de 10% du PIB. Hormis l'intense activité observée dans le domaine du logement, cette performance est liée aux

grands travaux publics entrepris en vue de réparer les infrastructures routières et autres. La reprise du BTP s'est propagée aux autres secteurs, particulièrement aux industries extractives et aux produits minéraux non métalliques. La construction de plusieurs milliers de kilomètres de routes, prévue pour l'année 1997, laisse augurer déjà une accélération des activités de ce secteur au cours des prochains mois.

REPARTITION DU PIB PAR SECTEUR
EN 1995 - 1996



Le mot du Directeur

L'élaboration et la diffusion des comptes économiques représentent l'une des plus importantes activités de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). Quoique calculés régulièrement depuis 1976, les agrégats macroéconomiques n'ont jamais fait l'objet de publication.

La Direction Générale s'estime heureuse de pouvoir mettre à la disposition du public en général et des utilisateurs des agrégats macroéconomiques en particulier cette publication annuelle intitulée: "Comptes économiques d'Haïti".

Consciente que cette première parution ne répondra pas complètement aux différentes attentes des responsables des secteurs public et privé, cette Direction Générale espère qu'elle contribuera à une meilleure appréciation de l'économie haïtienne en attendant l'achèvement des travaux de révision de la méthodologie et de la base des comptes nationaux.

Une récupération partielle

L'économie haïtienne est encore sous le choc des trois années de crise socio-politique que le pays a connue après le coup d'état de septembre 1991. Les sanctions économiques et commerciales ont laissé des séquelles assez profondes qui ne pourront pas se dissiper à court terme. Le regain de l'activité économique observé durant les années 1995 et 1996 ne permet pas encore de revenir au niveau du PIB des années antérieures à 1992. Le taux de croissance moyen annuel de 1992 à 1996 est de -3,6%; inférieur à celui de 1987-1991 qui était de 1%.

L'agriculture haïtienne se trouve confrontée depuis plusieurs années à des difficultés à la fois d'ordre structurel et conjoncturel (saison pluvieuse défavorable, érosion, coût élevé des intrants spécialisés, réduction de la superficie cultivée, difficultés d'accès au crédit agricole, etc.). Le ralentissement en 1996 de la décroissance de cette branche (-0,3%) résulte probablement des investissements effectués par le gouvernement qui a fait de la production agricole une de ses priorités.

Depuis l'extinction des mines de bauxite à Miragoâne en 1982, la production des industries extractives est constituée en grande partie de sables et de

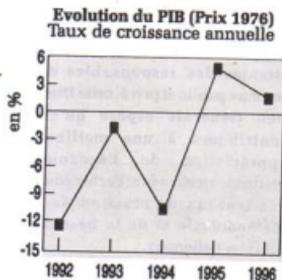
carrières. La valeur ajoutée de cette branche a enregistré une hausse de près de 9% en 1996. Cette évolution permet d'atteindre les niveaux d'extraction des années antérieures à 1992. Ceci est une conséquence logique du dynamisme de la branche BTP qui a provoqué une augmentation de la demande de matériaux de construction, tels que les sables et les carrières. Jusqu'à présent on n'a pas pu mettre à profit les gisements métalliques dont dispose le pays. Parmi les plus importants on peut citer les gisements auro-argentifères de Limbé et de Milot qui sont évalués à plus de 130 millions de dollars U.S. La mise en exploitation de ces gisements permettrait une contribution beaucoup plus substantielle du secteur minier au PIB et constituerait une source sûre de devises pour l'économie haïtienne.

Les industries manufacturières ont connu une croissance plutôt modérée, 3,4%. Cette prestation est nettement insuffisante pour compenser les chutes accusées au cours des trois années de crise. Le taux de croissance moyen annuel de 1992 à 1996 est d'ailleurs de -13,3%. Autant dire qu'il reste encore beaucoup à faire pour obtenir un redressement de la production manufacturière. Les branches les plus dynamiques en 1996 sont les industries des produits minéraux non métalliques. La croissance de 24% de cette branche est aussi liée à la reprise des activités de construction qui a nécessité, entre autres, une forte utilisation de céramiques et de mosaïques. Les industries de boissons ont cru de 13%. La fréquence élevée des journées récréatives et des soirées dansantes, consécutive au retour à la vie nocturne, est probablement à l'origine de la hausse de la consommation et,

par conséquent, de la production de boissons gazeuses et alcoolisées observée en 1996. Hormis ces produits de consommation interne, la **soustraction**, elle aussi, a fait montre d'un certain regain d'activités. La valeur ajoutée nominale dégagée par ces industries est passée de 30 millions en 1995 à plus de 40 millions de dollars en 1996, soit une hausse de 38,5%. Cet accroissement ne permet pas pour autant de retrouver le niveau du début de la décennie qui était de l'ordre de 100 millions de dollars U.S.

La branche **électricité et eau** a évolué également à la hausse. La production et la consommation de l'électricité ont cru en moyenne de plus de 14%. Comparées à l'année précédente les coupures d'électricité ont été effectivement à la fois moins fréquentes et moins longues, tout au moins dans la zone métropolitaine.

En ce qui concerne la distribution d'eau potable, la CAMEP a entrepris au cours de l'exercice fiscal 1996 la construction de nombreux ouvrages de production et de stockage, ainsi que des travaux de réfection et d'extension de réseau. Ces travaux, dont le coût s'est élevé à plus de 17,3 millions de dollars U.S., ont favorisé une augmentation de la production en mètres cubes d'eau: 33,5 millions en 1995 contre 40,4 millions en 1996. L'évolution



Le PIB en gourdes Courantes.

En 1996, le PIB a atteint 33 milliard de Gourdes, soit un peu plus de 2 milliards de dollars américains. Son évolution au cours des deux dernières années est peu différente de l'évolution en volume: 3,9% en 1995, 2,4% en 1996. Estimé à 4525 gourdes, (environ 280\$), le PIB par habitant demeure très faible.

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN 1996

Branches d'activité	Produit Intérieur Brut à prix constants de 1976 (en millions de gourdes)				
	1991-92	1992-93	1993-94*	1994-95**	1995-96***
Agriculture, Sylviculture, Élevage et Pêche	1919.1	1747.8	1551.0	1395.0	1390.5
Industries Extractives	6.1	6.6	6.0	7.4	8.1
Industries Manufacturières	357.1	309.9	285.0	312.5	323.2
Électricité et Eau	40.6	42.1	28.9	38.4	42.7
Bâtiments et Travaux publics	250.3	318.1	303.0	398.2	466.8
Commerce, Restaurants et Hôtels	610.7	585.2	480.7	596.5	600.7
Transports et Communications	968	91.9	87.4	93.2	96.0
Autres Services Marchands	509.1	531.6	531.5	551.3	559.4
Services non Marchands	774.2	798.7	817.5	811.7	821.2
PIB (Facteur)	4564.0	4431.9	4091.1	4204.1	4308
Impôts et Taxes à l'importation	73.9	93.2	58.1	127.2	142.6
PIB (Marché)	4637.9	4525.0	4149.2	4331.3	4451.0
Croissance annuelle en %	-13.2	-2.4	-8.3	4.4	2.8

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
Note: * semi-défini - ** provisoires - *** estimés
"Autres services marchands" comprend: Institutions financières, Affaires immobilières et Services à la collectivité.

positive des deux composantes de la branche explique donc l'accroissement de 11% de sa valeur ajoutée. En dépit de ces efforts, la demande en électricité n'a été satisfaite qu'à environ 70%, et celle en eau potable qu'à moins de 40%³.

L'installation d'une nouvelle centrale téléphonique à Pétion-Ville et, d'une façon générale, les dépenses d'investissement effectuées dans le cadre de

l'agrandissement des réseaux téléphoniques ont contribué à la hausse de 2.9% de la **branche des transports et communications**. D'une capacité de 10.000 lignes, la centrale de Pétion-Ville dispose maintenant de 40.000. Des améliorations similaires ont été apportées au niveau de la Plaine du Cul de Sac (centrale de Bon Repos), du Cap-Haïtien et de certaines autres villes de province.

Du côté de la **restauration et de l'industrie hôtelière** on constate une certaine stagnation, 0.7% en 1996. Ce ralentissement d'activités est dû probablement au départ (premier trimestre 1996) de la majeure partie des membres des missions internationales qui sont en Haïti depuis les derniers événements politiques. Leur présence avait provoqué une consommation accrue de services d'hôtellerie et de restauration.

Offre et demande globales

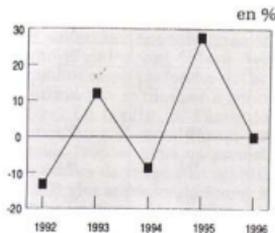
L'accroissement de l'offre et de la demande globales de biens et services, qui avait marqué l'année 1995, accuse un recul de plus de 26 points. Une évolution qui est due en grande partie au ralentissement des importations et à la stagnation de la demande interne. Cette évolution n'est pas trop alarmante compte tenu du caractère particulier de l'exercice précédent.

L'économie haïtienne avait bénéficié en 1995 d'un niveau exceptionnel d'aide externe qui devait lui permettre de faire face aux exigences de "l'après crise". Les besoins en termes de biens de consommation finale et d'équipement étaient tels qu'on avait dû quasiment tripler la valeur des importations. Les dépenses effectuées dans le cadre des grands travaux de réha-

bilitation des infrastructures routières et autres, la nette accélération des activités du secteur construction, avaient provoqué une augmentation sensible de la formation brute de capital fixe. Tout cela devait contribuer en 1995 à la croissance notable de l'offre et de la demande.

La situation ne se présente pas de la même façon en 1996.

Offre et Demande Globales Taux de croissance annuelle (Prix 1976)



La suspension de l'aide financière internationale, suite à l'arrêt des négociations avec les bailleurs de fonds au début de l'exercice, a eu des effets "contractionnistes". La diminution des investissements publics (278 millions de Gdes. en 1995 contre 140.1 en 1996) jointe à un investissement privé qui tarde encore à se manifester de façon substantielle, est à l'origine de la contraction, en volume, de 1.5% de la formation brute de capital fixe. Les importations sont également en net contraste par rapport à la performance de l'année dernière: (+77% en 1995 et -2.8% en 1996). Les exportations ont maintenu, à un

OFFRE ET DEMANDE GLOBALE					
En millions de gourdes de 1975/76 - Période de 1992 à 1996					
COMPTE	1991-92	1992-93	1993-94*	1994-95**	1995-96***
PIB	4638	4525	4149	4331	4451
Importations	1301	2087	1870	3313	3218
Offre Globale	5939	6612	6019	7644	7669
Consommation	4675	5353	4919	5822	5792
Investissement	500	463	430	811	799
Exportations	764	796	670	1011	1078
Demande globale	5939	6612	6019	7644	7669

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
Note: * semi-définitif - ** provisoires - *** estimation

rythme plus faible (6%), la tendance à la hausse amorcée depuis l'année dernière. Cette progression est insuffisante pour compenser l'effet du ralentissement et de la quasi-stagnation des autres composantes de l'offre et de la demande de biens et services.

L'exercice 1995-1996 aura donc été une année d'attente, marquée par l'expectative dans laquelle sont restés les investisseurs potentiels. 1997 se présente plutôt comme une période décisive pour l'économie haïtienne. La mise en place effective des réformes économiques et institutionnelles

prévues pour cette année, la garantie d'une stabilité politique durable, sont des conditions préalables et indispensables à l'instauration d'un climat propice à l'investissement et à la reprise réelle de l'activité économique.

1- Année fiscale:
octobre 1995-septembre 1996

2- BRH:
Dir. Etudes Economiques.

3- Les besoins en eau potable pour la région métropolitaine sont de l'ordre de 110 millions de m³/an, ceux en électricité sont estimés à 120 mw.

INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE
Boulevard Harry Truman, Port-au-Prince • Haïti
Tél.: (509) 23-1011, 22-5251 / Fax: (509) 22-2669